

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA CRISE GRECQUE THE GREEK CRISIS

Edited by / Sous la direction de
Panayotis Tsakonas
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de
Siphis Bouzakis

Jean Catsiapis

Michael Damanakis

Christina Diplari

Christos A. Frangonikolopoulos

George Pagoulatos

Dimitri A. Sotiropoulos

Kimon Valaskakis

Lefkios Zafeiriou

*Andreas Kalvos and Suzan Fortune Ridout
(1793-1857): New Evidence*

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Livres Reçus/Books Received

Chronologies

Volume 20, No 2, Autumn / Automne 2012

2

L'opinion publique européenne face à la crise grecque

Jean Catsiapis*

ABSTRACT

Jean Catsiapis referring to surveys performed in different European countries observes that solidarity to the Greeks who suffer from a severe financial, economic and social crisis is relatively high among the peoples of southern Europe and France while the public and the media in Germany and some other northern European countries are hostile or reluctant to provision of aid to Athens. However, this solidarity is fraying as this crisis spreads gradually to other European countries. The author of this article concludes that Belgium, Spain and the United Kingdom are crossed by centrifugal forces from some of their provinces, which benefiting from an economy not too much degraded, are inclined to secession, in order not to show solidarity with these countries experiencing serious difficulties.

RÉSUMÉ

Jean Catsiapis en se référant à des sondages pratiqués dans différents pays européens, observe que la solidarité envers les Grecs qui souffrent d'une grave crise financière, économique et sociale est relativement forte chez les peuples de l'Europe du Sud et en France, alors que l'opinion publique et les médias de l'Allemagne et les pays du Nord sont hostiles ou réticents à l'apport d'une aide à Athènes. Toutefois, cette solidarité s'effiloche au fur et à mesure que cette crise s'étend progressivement à d'autres pays européens. L'auteur de cet article conclut que la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni sont traversés par des forces centrifuges provenant de certaines de leurs provinces, qui, bénéficiant d'une économie pas trop dégradée, inclinent à la sécession, pour ne pas être solidaires de ces Etats en proie à de graves difficultés.

«L'Italie, le Portugal, la Grèce et plusieurs Etats membres [de l'Union européenne] ont eux aussi mené des réformes courageuses, pour contrôler leurs dépenses publiques, moderniser leur administration et mieux recruter leurs agents publics. Cet éloge de la Grèce et de deux autres pays européens, formulé en 2008 par la Commission pour la libération de la croissance

* Université de Paris X

française présidée par Jacques Attali¹ a de quoi surprendre. Les pays cités sont, en effet, en 2012, au cœur de la crise économique et financière, qui peu à peu gagne la plupart des Etats membres de l'UE. De fait, l'annonce du déficit public de la Grèce au lendemain des élections législatives de 2009 remportées par le parti socialiste Pasok dirigé par Georges Papandréou, de 12,7% du PIB et non pas de 6,7% - comme l'avait annoncé le gouvernement sortant (*Nouvelle Démocratie*) de Costas Caramanlis - a eu l'effet d'une bombe puisque ce pays avait connu dans les premières années du XXI^{ème} siècle une expansion annuelle de 4%. Il est certain que les investissements de l'ordre de 7 milliards d'euros réalisés pour les Jeux Olympiques d'Athènes de 2004 avaient dopé l'économie grecque. La Grèce est ainsi devenue le premier des Etats « maillons faibles » de l'économie européenne, qui peut s'effondrer en raison de la contagion, que ceux-ci peuvent transmettre à l'ensemble de la zone euro.

La sympathie des Européens envers le peuple grec

Le cinéaste suisse Jean Luc Godard manifeste, en mai 2010, une grande sympathie envers le peuple grec dans un entretien au périodique français *Les Incorruptibles*²: «On devrait remercier la Grèce. C'est l'Occident, qui a une dette par rapport à la Grèce. La philosophie, la démocratie, la tragédie...Le monde technologique dans lequel nous vivons doit tout à la Grèce. Donc tout le monde doit de l'argent à la Grèce d'aujourd'hui». L'enthousiasme de Godard envers la Grèce le pousse même à affirmer que ce pays «pourrait demander mille milliards d'euros de droits d'auteurs au monde contemporain». Et il serait logique de les lui donner. Tout de suite.

Le fait est que, fin 2009 et dans les premiers mois de 2010, la Grèce est encore le seul pays européen à subir de plein fouet les effets de la crise financière. C'est pourquoi prévaut dans certains milieux politiques européens l'idée qu'il convient d'éviter une propagation de la crise à l'ensemble de la zone euro. Ainsi le président Nicolas Sarkozy considère en avril 2010 comme «criminelle» l'attitude des agences de notation, qui, en dégradant non seulement la note de la Grèce mais aussi celle du Portugal et de l'Espagne, risquent d'entraîner un krach obligataire et une défiance généralisée des investisseurs vis-à-vis de toutes les obligations émises par les Etats de la zone euro.³ Différents économistes jugent absurdes les mesures d'austérité imposées par l'Eurogroupe, le 2 mai 2010, en contrepartie de l'emprunt de 110 milliards d'euros, qu'il accorde avec le FMI à Athènes. Par exemple Jean Paul Fitoussi explique dans un article prophétique intitulé *La Grèce: une tragédie européenne*⁴ que ces mesures vont «affaiblir encore davantage la demande

intérieure. Il s'ensuivrait une augmentation du chômage. La zone euro met toute son énergie au service de l'apurement du passé plutôt qu'à celui de la construction du futur».

La sympathie de l'opinion publique européenne envers le peuple hellénique va surtout s'exprimer à l'occasion des violentes manifestations en Grèce contre les mesures d'extrême rigueur et qui ont entraîné la mort de 3 personnes à Athènes, le 5 mai 2010. Ces événements, qui montrent que la crise financière se transforme en crise économique et sociale, contraignent l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors à «déplorer le temps perdu par l'Europe à aider la Grèce» et le président de l'UE, Van Rompuy, à remplacer par un message de condoléances ce qui avait été annoncé à Bruxelles comme un solide argumentaire en faveur de l'euro, en déclarant «L'effort décidé en Grèce est à la hauteur des défis mais nos pensées vont d'abord aux victimes». ⁵

Les suicides en forte croissance ont aussi provoqué la grande sympathie des Européens. C'est la mort de Dimitri Christoulas, un retraité de 77 ans, qui se tire une balle dans la tête à Athènes, place de la Constitution, le 4 avril 2012, qui bouleverse particulièrement l'opinion publique européenne. Ce phénomène des suicides, qui se répand en Grèce mais aussi en Irlande, en Espagne et au Portugal, quatre pays affectés par la crise, est notamment analysé par le sociologue David Stuckler de l'université de Cambridge dans la Revue médicale britannique *The Lancet*. ⁶

Les Européens face à l'aggravation de la crise grecque

Dès le début de la crise grecque les Européens se sont divisés. Les Européens du Nord, dans leur ensemble, se sont montrés hostiles ou réticents à aider la Grèce à sortir de ses graves difficultés alors que les Européens du Sud se sont sentis solidaires du peuple hellène. La conception de l'Europe des premiers est celle d'une Europe capable de faire jouer des mécanismes de solidarité mais à la condition que des efforts nationaux aient déjà été actés et consentis auparavant. Alors que les seconds imaginent une Europe dotée d'un système providentiel et redistributif. Ce clivage opposant Européens du Nord à ceux du Sud s'est accentué au fur et à mesure de l'aggravation de la crise grecque.

L'étude «Retour sur la crise grecque: perception et réaction de l'opinion en Grèce et en Europe» ⁷ de Jérôme Fourquet et Laure Bonneval, commandée par la *Fondapol* (Fondation pour l'innovation politique) et publiée au 3^{ème} trimestre 2010, éclaire bien les attitudes des différents peuples, dont les Etats font partie de l'UE. De cette étude menée par voie de sondages auprès des

Allemands, des Britanniques, des Espagnols, des Français et des Grecs se dégagent cinq enseignements.

Premièrement: Les Grecs, interrogés sur la cause principale de la crise, qui frappe leur pays, désignent très majoritairement la mauvaise gestion de leurs gouvernants (69%), bien loin devant la spéculation financière internationale (14%) ou la crise économique mondiale (4%). Partagés entre colère (50%) et mécontentement (40%) ils n'ont pas pour autant basculé dans la révolte: 15% seulement partagent ce sentiment. Cette faible légitimité des actions violentes répond à un fort attachement au système démocratique, une trentaine d'années après la fin de la dictature des colonels. Ainsi, bien que le gouvernement [alors celui de G. Papandréou] et les partis politiques soient très fortement décriés, 55% des Grecs ont déclaré qu'il vaut mieux avoir un système démocratique qu'une «gestion du pays par des experts qui remplaceraient le gouvernement» (25%), ou «qu'un leader avec une certaine autorité, qui pourrait prendre des mesures rapidement sans être freiné par le Parlement et les élections» (13%). L'étude de la *Fondapol* montre aussi que l'attrait limité pour la radicalité s'explique aussi en partie par une culpabilité générale. Car si la responsabilité des gouvernants apparaît évidente aux Grecs, 73% de ceux-ci sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle «ils n'ont pas été assez disciplinés en ne payant pas leurs impôts au cours des années précédentes». Si l'acceptation résignée du plan d'austérité est légèrement majoritaire dans l'ensemble du corps social grec, il y a cependant certains clivages. Ainsi les salariés du secteur public particulièrement concernés par ce plan (diminution des salaires, réduction des effectifs) se démarquent de leurs homologues du privé avec près de 20 points d'écart. Les Grecs savent que des Etats de l'UE ont prêté des fonds à leur pays; ainsi s'explique le fait que 54% d'entre eux considèrent que l'abandon de l'euro et le retour à la drachme seraient une mauvaise chose. La sortie de l'UE est encore davantage rejetée (72%).

Deuxièmement: Les personnes interrogées en France, Allemagne, Espagne, Italie et Royaume-Uni estiment en majorité (60%), comme les Grecs, que c'est le gouvernement d'Athènes avec sa mauvaise gestion des finances publiques, qui est responsable de la crise que traverse son pays. Ce sont surtout les Allemands (78%) qui partagent cette opinion que n'approuvent que 44% des Italiens. D'autre part, une majorité des Européens redoutent que leur propre pays ne connaissent une situation à la grecque. Les Espagnols (69%), les Français (61%), les Italiens (56%) développent ainsi un pessimisme prégnant alors que seulement 34% des Allemands craignent de connaître le même sort que les Grecs.

Troisièmement: On observe une hostilité britannique (78%) et allemande (76%) au principe de solidarité financière à l'égard de la Grèce. Cette attitude hostile s'inscrit dans un cheminement logique pour ces deux pays. En effet, Le gouvernement allemand a œuvré en faveur du principe de responsabilité individuelle des Etats, tandis que le Royaume-Uni, outre qu'il ne fait pas partie de la zone euro, n'est pas, par principe, partisan de la solidarité communautaire, synonyme pour nombre de Britanniques de perte de souveraineté.

Quatrièmement: Les Espagnols et les Italiens se déclarent clairement favorables - respectivement 55% et 56% - à la création d'un impôt européen pour venir en aide aux Etats de l'UE en difficulté. Pour expliquer cette adhésion de l'Espagne au principe de l'instauration de cet impôt il faut rappeler, d'une part, que ce pays a largement bénéficié de son entrée dans l'Europe et, d'autre part, que Madrid tout comme Rome, se trouvaient déjà au moment de l'enquête de la Fondapol dans une situation économique et financière délicate.

Cinquièmement: Les Français adoptent une position médiane puisqu'ils acceptent à une courte majorité (53%) d'aider financièrement les Grecs. Mais seulement une minorité d'entre eux (27%) déclarent accepter un impôt européen pour secourir un Etat, qui traverserait une crise grave. Il faut rappeler, pour comprendre cette position des Français, que ceux-ci, le 29 mai 2005, ont repoussé par referendum le projet de constitution européenne. Le fait est que l'opinion publique française est très divisée sur l'Europe: partagés entre fédéralistes et «souverainistes», les Français hésitent à admettre que les autres Européens auront un droit de regard sur la façon dont Paris dépense son budget.

Force est de constater que la solidarité financière et morale des Européens envers la Grèce va au fil des mois être affectée tant par des doutes sur la capacité de se pays à se réformer, que par des reproches envers les dirigeants grecs, qui auraient maquillé leurs statistiques pour faire accepter, le 1^{er} janvier 2001, l'adhésion d'Athènes à la zone euro ainsi que par la dénonciation de la fraude fiscale que pratiqueraient beaucoup de Grecs. C'est l'aggravation de la crise grecque, qui explique cette évolution de l'opinion publique européenne.

A la fin du 1^{er} semestre 2012, quatre journaux européens, le *Bild am Sonntag* (Allemagne), *ABC* (Espagne), *Corriere della Sera* (Italie), et *Le Journal du Dimanche* (France) s'associent pour effectuer un sondage avec des questions identiques posées dans les pays de leur diffusion.⁸ Deux ans après l'enquête de la Fondapol, ce sondage a eu lieu alors que l'Italie, l'Espagne et la France

– dans une certaine mesure – ont rejoint la Grèce dans la crise. Trois leçons sont à retenir des réponses à des questions posées à un échantillon significatif de la population de ces quatre pays européens.

Premièrement: Une majorité de personnes dans chacun des quatre pays sondés estime que «l'argent prêté à la Grèce est de l'argent perdu, parce que la Grèce ne remboursera jamais»: Français (85%), Allemands (84%), Espagnols (72%), Italiens (65%). Il est donc clair que les Européens considèrent qu'un défaut de paiement de la Grèce doit être sérieusement envisagé.

Deuxièmement: A la proposition «Si la dette grecque n'est pas sauvée, les difficultés de la zone euro vont s'accroître dangereusement», une majorité encore plus forte d'Européens exprime son accord: Espagnols (90%), Italiens (88%), Français (84%), Allemands (76%). Ces réponses prouvent que la dette souveraine de la Grèce est telle que la zone euro souffrira de la faillite possible de ce pays.

Troisièmement: L'exclusion de la Grèce de la zone euro, si ce pays ne parvient pas à réduire son déficit et sa dette, est souhaitée globalement par une majorité d'Européens. Toutefois on retrouve un clivage entre Européens du Nord et Européens du Sud puisque si 74% d'Allemands et 65% de Français se déclarent favorables à cette exclusion, seulement 51% d'Espagnols et 49% d'Italiens sont d'accord pour la sortie de la Grèce de la zone euro. L'important pourcentage des personnes interrogées en Allemagne et en France en faveur de cette sortie s'explique par la forte exposition des banques de ces pays à la dette grecque.

Il ressort aussi de cette enquête que les Européens refusent très majoritairement d'abandonner l'euro pour un retour à la monnaie nationale: Espagnols (75%), Français (74%), Italiens (72%), Allemands (61%).

La position provocatrice des médias allemands

Les médias allemands, dès les premiers mois de la crise que subit la Grèce, ont adopté une attitude de provocation à l'égard de ce pays, en suggérant notamment que ce pays devait vendre ses îles ou ses antiquités pour alléger sa dette souveraine. Les attaques les plus brutales contre les Grecs ont été formulées par la presse populaire, en particulier le journal *Bild*, qui est le quotidien le plus lu d'Allemagne. Cet organe de presse publie dans son numéro du 5 octobre 2010, juste avant la venue à Berlin du Premier ministre G. Papandréou, une liste d'irrégularités, qui selon lui existent en Grèce. Voici des morceaux choisis de cette liste: «Vous êtes en Allemagne, un pays très

différent du vôtre. Ici personne ne doit payer des milliers d'euros de pots-de-vin pour s'assurer un lit d'hôpital. L'Allemagne a aussi de grosses dettes mais nous, nous les remboursons, parce que nous nous levons tôt le matin et travaillons toute la journée». Il est facile de démontrer le caractère ridicule des affirmations de *Bild*. Il a ainsi été prouvé par l'OCDE qu'avec 2.109 heures travaillées par an les Grecs ne ménagent pas leur peine alors que selon la même source les Allemands figurent parmi les peuples les moins travailleurs avec seulement 1.419 heures annuelles de travail. L'affirmation selon laquelle l'Allemagne rembourse ses dettes - à la différence de la Grèce - est particulièrement stupide lorsqu'on sait que Berlin s'est toujours refusé à payer les réparations de guerre auxquelles Athènes a droit. Le fait est que l'occupation nazie de la Grèce, qui a entraîné la mort de 575 000 des habitants de ce pays - le 10^{ème} de la population - aurait dû être sanctionnée par des indemnités évaluées à 80 milliards d'euros selon le député allemand au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit, et même à 575 milliards d'euros selon l'économiste français Jacques Delpla.⁹

La presse allemande de qualité a aussi, après les élections législatives du 6 mai et du 17 juin 2012, cru devoir prédire un avenir funeste pour la Grèce; ce qui a contribué à accroître les sentiments anti-allemands du peuple hellène. Juste après les élections du 6 mai le très respectable *Der Spiegel*¹⁰ a titré «Akropolis Adieu!». L'éditorialiste de ce magazine explique que «Les Grecs n'ont jamais été mûrs pour l'union monétaire. Les tentatives de soutenir ce pays par des réformes ont échoué. Il est clair que la sortie de l'euro est dans l'intérêt des Grecs». Même la constitution du gouvernement Samaras après les élections du 17 juin, qui pouvait faire croire à un retour à la stabilité politique n'a pas convaincu *Süddeutsche Zeitung*.¹¹ Ce quotidien conservateur considère «que ce gouvernement ne tiendra pas longtemps étant donné la mauvaise situation dans laquelle se trouve le pays et qui ne s'est pas améliorée avec ce scrutin». La visite surprise à Athènes de Mme Merkel, le 9 octobre 2012, dans une ville en état de siège et où des dizaines de milliers de manifestants ont défilé en conspuant la Chancelière allemande n'a pas dû apaiser les medias allemands comme celle-ci le souhaitait.

L' attitude bienveillante des médias français

Les médias français dans leur ensemble ont adopté une attitude bienveillante envers la Grèce. Il est vrai que ces médias ont suivi l'exemple des partis politiques de France, de droite et de gauche, dont les parlementaires ont massivement adopté en mai 2010, les 16,8 milliards d'euros, qui représentaient

la part française du prêt de 110 milliards d'euros accordé à Athènes par les Etats de la zone euro et le FMI. La cause de la Grèce a été promue en France par le très médiatique Jean-Luc Mélenchon, président du *Front de gauche*, dont il a été le candidat aux élections présidentielles de 2012, et ami d'Alexis Tsipras, qui préside le *Syriza*, formation de la gauche radicale grecque. C'est surtout la misère du peuple grec, que dénoncent les journaux de gauche, comme *Libération*, qui titre «On n'avait pas vu ça en Grèce depuis l'Occupation» et s'apitoie sur les Grecs menacés de famine.¹² De son côté le journal en ligne d'information générale *Mediapart*, qui est très lié à des blogs d'internautes grecs multiplie les articles sur la «Grèce qui s'enfoncé dans la récession et la pauvreté».¹³ Les journaux français de qualité, comme *le Monde*, comprennent aussi «la souffrance sans récompense» des Grecs provoquée par les recettes de la troïka (FMI, BCE, Commission européenne), jugées au mieux inefficaces et au pire corrosives.¹⁴ Un article de ce quotidien avec pour titre *Mme Merkel et M. Schäuble ont la mémoire courte* rédigé par Paul de Baker, ancien maître de conférences à l'ENA et PDG d'une société basée à Londres, constitue à la fois un remarquable plaidoyer pour la Grèce et une critique impitoyable de la position envers ce pays de la Chancelière allemande et de son ministre des finances. Cet article souligne que l'Allemagne, qui refuse au peuple grec les moyens de s'en sortir avait obtenu en 1951 une remise de dette et un échéancier de paiement du solde sur trente ans.¹⁵ Les articles désobligeants envers la Grèce sont très minoritaires. C'est ainsi que Frantz-Olivier Giesbert, directeur du *Point*, dans un éditorial publié, au lendemain des élections législatives du 6 mai 2012 croit pertinent d'avancer sous le titre *Et si on rendait la Grèce à la Turquie...* que la Turquie avec une croissance de 8% et une hausse des exportations de 18% dispose « de la légitimité nécessaire pour assurer le redressement de la Grèce». De nombreux internautes amis de la Grèce ont protesté sur le site de cet hebdomadaire contre cet éditorial à l'humour grinçant.

La large couverture par les médias français de la sortie, fin 2012, du film de la réalisatrice franco-roumaine Ana Dumitrecu *Khaos*, illustrant la désespérance du peuple grec, prouve leur volonté d'alerter leurs lecteurs sur les possibles malheurs, que ceux-ci risquent aussi de connaître en raison de la crise économique et financière, qui se répand en Europe depuis plus de trois ans.

Si la solidarité de l'opinion publique des Etats-membres envers la Grèce est de moins en moins marquée, il faut aussi constater l'émergence d'un manque de solidarité à l'intérieur de certains de ces Etats: en Flandre, en Catalogne et

en Ecosse, dont l'économie n'est pas trop dégradée, on observe l'émergence de forces centrifuges, qui pourraient conduire à l'indépendance de ces provinces respectivement à l'égard de la Belgique, de l'Espagne et du Royaume-Uni. Il est vrai que dans ces pays le sentiment des personnes interrogées est que le pire est à venir en matière d'emploi.¹⁶

«La France est-elle la nouvelle Grèce?» a titré *Bild* dans son édition du 31 octobre 2012. L'image de la Grèce est ainsi devenue si mauvaise que la référence à ce dixième membre des Communautés européennes est aujourd'hui parfois utilisée pour désigner la dérive d'un pays. Il faudra beaucoup d'efforts aux dirigeants grecs pour restaurer la réputation de leur pays.

NOTES

1. Commission pour la libération de la croissance française, *300 décisions pour changer*, Paris, *La Documentation française*, 2008.
2. *Les Incorruptibles*, 12 mai 2010, numéro 754.
3. *Le Monde* du 30 avril 2010.
4. *Le Monde* du 5 mai 2010.
5. *Le Figaro* du 6 mai 2010.
6. *The Lancet* du 9 juillet 2011.
7. *Revue politique et parlementaire*, n° 1056, juillet-août-septembre 2010, p.118-127.
8. *Le Journal du Dimanche* du 24 juin 2012.
9. *Les Echos* du 22 juin 2011.
10. *Der Spiegel* du 14 mai 2012.
11. *Süddeutsche Zeitung* du 18 juin 2012.
12. *Libération* du 30 janvier 2012.
13. *Mediapart* du 7 septembre 2012.
14. *Le Monde* du 13 juin 2012.
15. *Le Monde* du 4 septembre 2012.
16. Selon une enquête d'*Eurobaromètre* du printemps 2012, 77% des Espagnols, 73% des Britanniques et 65% des Belges estiment que le pire est à venir s'agissant de l'impact de la crise sur le marché de l'emploi.